



Déclaration CGT dans les instances de la formation professionnelle

À la suite du résultat dramatique du dimanche 9 juin, le président pyromane tente un ultime coup politicien. En choisissant la dissolution, à ce moment-là, le président espère se poser une nouvelle fois en recours face à l'extrême droite, alors qu'il n'a cessé de lui faire la courte échelle, notamment avec son ignoble loi « asile et immigration ». Cette manipulation des institutions pour son seul profit politique est inacceptable pour la CGT !

Une victoire de l'extrême droite serait une catastrophe pour les salariés·es actif·ves et retraité·es. L'extrême droite ose faire campagne sur les questions sociales, mais c'est une imposture électoraliste. À chaque fois qu'elle a eu l'occasion d'agir, en votant au Parlement européen ou à l'Assemblée nationale, l'extrême droite a défendu les intérêts des riches et des multinationales, jamais ceux des salarié·es ou des retraité·es. Elle dit même ne pas revenir sur la retraite à 64 ans ! Elle est absente de toutes les mobilisations sociales et s'oppose aux grèves.

Une victoire de l'extrême droite serait une catastrophe pour la démocratie et pour les libertés publiques. Il n'y a qu'à voir la manière dont elle a attaqué des associations comme le Secours populaire dans les mairies qu'elle a arraché·es.

En ce qui concerne l'éducation et la formation initiale professionnelle, quelques exemples du programme de Marine Le Pen de 2022 montrent à quel point l'égalité, la mixité sociale, le refus de l'exclusion et du déterminisme social pour lesquels se bat la CGT ainsi que l'émancipation seront bafoués à tout jamais !

Le RN veut :

- une formation des enseignants centrée sur l'apprentissage disciplinaire, proscrivant les sciences de l'éducation.

- dès la cinquième, que les élèves découvrent les métiers pour une orientation vers l'apprentissage et la voie professionnelle dès 14 ans.

- Et pour ceux – majoritairement issus de classes populaires – qui arriveraient jusqu'en troisième, peu de chance qu'ils accèdent au lycée. Le brevet des collèges serait l'examen qui décide l'orientation, ancrant un déterminisme social dès la fin de la 3^{ème}.

Pour la CGT, l'accès à l'éducation doit demeurer un droit permettant de se réaliser en tant que citoyen et construire un continuum de formation en s'appuyant sur une formation initiale solide pour toutes et tous, sans déterminisme social. Pour la CGT, la dimension émancipatrice de la formation professionnelle, depuis plusieurs décennies volontairement effacée pour un adéquationnisme assumé, doit pouvoir être de nouveau réfléchi, portée et financée dans toutes les instances.

Lorsque l'extrême droite prend le pouvoir, elle change les règles pour le garder. On ne peut pas «essayer» des gens qui sont aussi dangereux. La CGT appelle les salarié·es à ne pas donner une seule voix à l'extrême droite lors des élections législatives !